

5_10_Jaurès le militant socialiste

Lancé à 26 ans dans l'arène politique du Tarn, Jean Jaurès s'est voulu d'emblée au contact permanent de ses électeurs. Quelques mois à peine après sa première élection comme député républicain en 1885, il s'est rendu au congrès du syndicat des mineurs à Saint-Etienne pour préparer ses interventions en faveur de la santé et de la sécurité de ces ouvriers essentiels de l'économie française à son époque. Il a fréquenté les foires et les marchés de son département pour aller à la rencontre des paysans et les convaincre d'adhérer à une République encore fragile. Il a assuré régulièrement des comptes rendus de mandat dans de nombreuses communes afin d'expliquer ses interventions à la Chambre et recueillir les avis et suggestions des électeurs.

Proche du Parti ouvrier de Jules Guesde dans les années 1893 à 1898, il a poursuivi avec obstination le projet d'unification en un seul parti des diverses organisations relevant du marxisme, du blanquisme ou proches de l'anarchisme qui constituaient le tissu de la gauche révolutionnaire en France. Survint l'affaire Dreyfus. Pour défendre la République menacée, Alexandre Millerand, député socialiste accepta de participer au gouvernement de défense républicaine avec le soutien de Jaurès, mais il fut désavoué par de nombreux socialistes.

En 1904 Jaurès crée son journal, *l'Humanité*. Il fonde en avril 1905 le Parti socialiste SFIO (Section française de l'Internationale ouvrière). Cinq congrès se succèdent entre 1905 et 1908, date à laquelle Jaurès fait adopter à Toulouse un programme associant les objectifs révolutionnaires et l'obtention de réformes pour les ouvriers et les paysans.

Voir fiche 5 Le réfectoire des Jacobins, siège du Vème congrès du Parti socialiste SFIO (Section française de l'Internationale ouvrière)

Voir fiche 10 le Parti ouvrier français, impasse de la Colombette.

Jaurès a milité pour l'amélioration de la condition ouvrière, et pour la paix universelle en proposant de dépasser les alliances et d'instaurer la sécurité collective. Son discours contre la loi des trois ans de service militaire au Pré-Saint-Gervais en juin 1913, eut lieu devant un public de plus de 100 000 auditeurs. Immortalisé par un photographe, il illustre bien cette fougue militante qui ne l'a jamais quitté, y compris dans les nombreux débats parlementaires auxquels son nom est resté attaché (impôt sur le revenu,

réhabilitation de Dreyfus, laïcité de l'école et de l'Etat, défense des ouvriers et des paysans).

Voir fiche 4, 38 rue Roquelaine, la réinterprétation de la photographie du pré Saint-Gervais par le peintre Rémi Tournier.

« Ce n'est pas en vain que tous les foyers des générations humaines ont flambé, ont rayonné ; mais c'est nous, parce que nous marchons, parce que nous luttons pour un idéal nouveau, c'est nous qui sommes les vrais héritiers du foyer des aïeux ; nous en avons pris la flamme, vous n'en avez gardé que la cendre. » (Discours à la Chambre à l'adresse du centre droit, janvier 1910)

Définition sommaire des courants socialistes :

- courant blanquiste : héritiers des révolutions du siècle écoulé (1789, 1830, 1848), ils préparent un « grand soir », une prise de pouvoir brutale qui précèdera l'installation depuis Paris de la société nouvelle.
- courant guesdiste : fondé sur l'idéologie marxiste, ils comptent sur la lutte de classes pour instaurer une société collectiviste, mais la conquête électorale de nombreuses mairies en fait des praticiens du socialisme municipal.
- courant anarchiste : méfiants envers la démocratie représentative, ils misent sur l'action directe pour augmenter les droits des travailleurs et organisent de nombreux syndicats confédérés en 1895 dans la CGT.
- courant réformiste : renonçant à une prise du pouvoir par la violence, ils militent pour une stratégie gradualiste, obtenant des réformes, sans perdre l'objectif de transformer la société.